



l'événement actuel

événements historiques précédents

## ATTENTION AUX REPERTOIRES EXPOSANTS NON-OFFICIELS !!

Un certain nombre d'éditeurs peu scrupuleux (ex. **Mulpor**, **Inexorg**, **Expo Guide**, **Connect Publisher**, catalogue en ligne "**International Fairs Directory**", **Matic**, **Construct Data...**) peuvent vous écrire pour vous proposer d'être listé dans leur répertoire ou catalogue, qui semble lié à notre événement actuel « Bio360 Expo » et/ou un de nos événements historiques : « Biogaz Europe » ou « Bois Energie » ou « ReGen Europe » ou « BEES », mais n'ont en réalité aucune relation avec les événements ou ses organisateurs.

**ATTENTION : ce n'est PAS GRATUIT !** De plus, à première vue, on pourrait comprendre que cette proposition d'être listé semble être gratuite, mais en réalité, et écrit en petits caractères, il est souvent indiqué que le service est payant chaque année, sur une période de plusieurs années.

Nous souhaitons confirmer que nous, BEES, n'avons absolument (et n'avons jamais eu) aucun lien avec ces éditeurs, ni n'avons autorisé à aucun moment l'utilisation de notre nom et/ou des noms de nos événements par ces répertoires ou catalogues non officiels.

Nous recommandons donc la plus grande précaution, et vous invitons à lire attentivement les conditions notées en petits caractères de toute proposition d'affichage dans un répertoire non officiel. Veuillez également noter que toutes les entrées dans le Catalogue Exposant Officiel BEES (pour impression ou diffusion en ligne) sont uniquement transmises via notre espace exposant en ligne sécurisé.

## ON VOUS A TROMPES...

Les différentes actions suggérées ci-dessous :

- représentent une pratique courante
- sont fournies en toute bonne foi
- sont proposées étant entendu que les résultats suggérés ne sont pas garantis et que BEES ne peut pas être tenu responsable. En cas de doute, renseignez-vous auprès d'un service juridique.

**Vous avez signé et renvoyé la demande d'insertion et maintenant vous êtes relancés pour payer la facture ?**

### ACTIONS A PRENDRE

Si vous êtes victimes de l'une de ces organisations, et que vous êtes maintenant relancé pour payer la facture, voici les actions à prendre :

- ne rien payer

-contester le contrat et leurs demandes de paiement. Envoyez une lettre recommandée, avec accusé de réception, dans laquelle vous refusez leur service et vous contestez le contrat ainsi que leurs demandes de paiement, en expliquant que vous n'aviez pas compris que des frais étaient liés à ce service. S'ils continuent de vous harceler pour vous faire payer, sachez que pour que l'entreprise frauduleuse récupère son argent, elle devra intentier une action devant les tribunaux. Jusqu'à présent, aucune de ces entreprises frauduleuses n'a intenté de procès contre les professionnels qui n'avaient pas payé.

-déposer plainte pour escroquerie auprès des services de Police ou de Gendarmerie du lieu de votre siège social, ou auprès du procureur de la République.

-vous pouvez aussi demander, devant un juge civil, l'annulation sur la base des articles 1130 et 1131 du code civil, pour vice de consentement.

-déposer plainte auprès des autorités françaises :

- DGCCRF

<https://www.economie.gouv.fr/dgccrf/dgccrf>

ou

- DDPP : <https://www.economie.gouv.fr/dgccrf/coordonnees-des-DDPP-et-DDCSPP>

Nous vous invitons également à consulter les informations pratiques sur ce sujet :

- 1) le document ci-joint « DGCCRF - Se méfier des propositions d'insertion dans les annuaires professionnels » ainsi que

- 2) les informations pratiques mises en ligne à l'adresse suivante :

[https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions\\_services/dgccrf/documentation/publications/depliants/depliants-annuaire-professionnels-062018.pdf](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/dgccrf/documentation/publications/depliants/depliants-annuaire-professionnels-062018.pdf)

## **BASE LEGALE**

Pour votre information, la base légale qui étaye les actions ci-dessous est la suivante :

Les moyens juridiques pour contester le paiement doivent s'appuyer sur le vice de consentement lors de la formation du contrat ou le fait de publicité mensongère car il s'agit de pratiques commerciales utilisant des ruses et des artifices pour obtenir des engagements payants non souhaités.

Les pratiques commerciales trompeuses et déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs sont condamnées par l'Article 6 de la directive européenne 2005/29/CE transposée en droit français par l'article L. 121-1 du code de la consommation.

Dans la loi française, l'application est étendue aux pratiques visant les professionnels.

« Une pratique commerciale est également trompeuse si, compte tenu des limites propres au moyen de communication utilisé, elle omet, dissimule ou fournit de façon inintelligible, ambiguë ou à contretemps une information substantielle ou lorsqu'elle n'indique pas sa véritable intention commerciale dès lors que celle-ci ne ressort pas déjà du contexte... »

<https://www.juridissimo.com/droit-entreprises/arnaque-international-fairs-directory-inscription-annuaire-t15558.html>

## **POUR LE FUTUR**

À l'avenir, il convient d'observer la plus grande vigilance vis-à-vis des offres en apparence gratuites d'insertion dans des annuaires et des guides commerciaux – *lisez toujours les conditions indiquées en petits caractères !*

## **SUIVI PAR BEES**

Nous poursuivons nos démarches afin de mettre un terme à cela. Si vous avez été contacté par une autre entreprise pour une sollicitation qui vous a semblé frauduleuse ou pour toute autre question, n'hésitez pas à nous contacter.